

# DÉCISION DU MAIRE

N° 25 / 090

## Travaux tous corps d'état sur les bâtiments communaux de la ville de Montgeron, lot 5 Vitrierie.

Vu l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales relatif aux délégations accordées par le Conseil municipal au Maire,

Vu le Code de la commande publique, notamment son article R2123-1,

Vu la délibération n°24/24 du Conseil municipal en date du 26 mars 2024 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal au Maire, et notamment le point n°6 par lequel Madame le Maire a délégué pour « *prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget* »,

Considérant la nécessité de passer un contrat de travaux tous corps d'état sur les bâtiments communaux de la ville de Montgeron, lot 5 Vitrierie,

Considérant que la mise en concurrence a été réalisée selon les dispositions de l'article R2131-12 2° du Code de la commande publique, via la publication d'un avis de marché sur le profil d'acheteur et au journal LE PARISIEN, habilité à recevoir des annonces légales,

Considérant qu'à la date limite de remise des offres, fixée au 10 mars 2025 à 15h00, il a été constaté la réception de trente neuf (39) plis dont deux (2) plis pour le lot 5,

Considérant qu'après ouverture et analyse des offres, l'offre du candidat **LES COMPAGNONS METALLIERS BREUZARD** a été jugée comme étant économiquement la plus avantageuse, au regard des critères de jugement des offres,

### Le Maire décide

Article 1 De signer avec le candidat **LES COMPAGNONS METALLIERS BREUZARD** sise 67 Rue Emile Zola - 91100 CORBEIL-ESSONNES, siret n° 378 478 150 00014, un contrat de travaux tous corps d'état sur les bâtiments communaux de la ville de Montgeron, lot 5 Vitrierie.

Article 2 Le contrat prend effet à compter de sa date de notification officielle (date du retrait du recommandé électronique, sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur, faisant foi) pour une durée initiale d'un (1) an. Il est reconductible de manière expresse pour une période de douze (12) mois, à compter de sa date de notification, sans toutefois pouvoir excéder une durée totale de deux (2) ans / vingt-quatre (24) mois.

Article 3 Les dépenses engagées dans le cadre de ce contrat seront imputées sur le budget de la commune et s'élèvent à un montant maximum de commande annuel de 50 000,00€ H.T, soit 60 000,00€ T.T.C.

- Article 4 Le Directeur Général des Services ou la Direction Générale de Montgeron est chargé de l'exécution de cette décision qui sera transmise à Madame la Préfète et notifiée à(aux) intéressé(s).
- Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Fait à Montgeron le, - 1 JUIL. 2025

  
**Sylvie CARILLON**  
Maire de Montgeron  
Conseillère régionale d'Ile-de-France

